Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU CANTAL

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

PRIVAT Patrick
Orfeuille
48200 ALBARET STE MARIE

EXTRAIT DE L'ARRÊTÉ n° 2017-477-DDT du 6 juin 2017
fixant le plan de chasse au grand gibier pour la campagne 2017-2018

Vu le code de l'environnement, et notamment les articles L. 425.6 à 13, R. 425-1 à 13,
Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 1989 modifié relatif à la mise en œuvre du plan de chasse et relatif au marquage du grand gibier,
Vu l'arrêté préfectoral n° 2015-842 du 3 juillet 2015 portant délégation de signature, et l'arrêté n°2015-SG-017 du 17 septembre 2015 portant subdélégation de signature,
Vu l'arrêté préfectoral n°2017-579 du 2 juin 2017 relatif à l'ouverture et à la clôture de la chasse pour la campagne 2017-2018,
Vu l'arrêté préfectoral n° 2012- 110-DDT du 30 mai 2012 modifié portant approbation du plan de gestion cynégétique des populations de cerfs,
Vu l'arrêté préfectoral n° 2015-1042 du 12 aout 2015 portant approbation du schéma départemental de gestion cynégétique,
Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-351-DDT du 28 avril 2017 fixant les minima et maxima du plan de chasse pour la campagne 2017–2018,
Vu l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage du 23 mai 2017,
Sur proposition du directeur départemental des territoires,

Arrête :

Article 1 – Le plan de chasse minimum et maximum est fixé, pour la campagne de chasse 2017-2018, selon les dispositions figurant dans les tableaux cervidés et chevreuil annexés au présent arrêté :

COMMUNE ET BENEFICIAIRE	ESPECE	ATTRIBUTION	PLAN DE GESTION DES CERVIDES			N° BRACELETS	Minimum à réaliser
			Bonus Malus Initial	Attribution réelle	Bonus Malus Final		
LORCIERES ACCA LORCIERES	Cerf	0	1	6	1	6032 à 6037	5
	Biche	0		7		7034 à 7040	
	Cerf Ind.	0		2		8544 à 8545	
	Chevreuil	28				697 à 724	23

Article 2 – Le plan de chasse minimum est fixé à :
- 80% du plan de chasse maximum, arrondi à la valeur entière inférieure pour les cervidés (cerf, biche et indéterminé confondus) pour les unités de gestion Monts du Cantal, Artense. Il est porté à 50% du plan de chasse maximum pour les attributaires de moins de 5 animaux sur l'unité de gestion Monst du Cantal.
- 30% du plan de chasse maximum, arrondi à la valeur entière inférieure pour les cervidés (cerf, biche et indéterminés confondus) pour l'unité de gestion Margeride et pour la zone III.

- 70% du plan de chasse maximum, arrondi à la valeur entière inférieure pour les cervidés (cerf, biche et indéterminé confondus) pour les unités de gestion Vallée de la Truyère, Pinatelle, Vallée de l'Alagnon.
- 80% du plan de chasse maximum, arrondi à la valeur entière inférieure pour le chevreuil pour les zones 3.1 - Jordanne, 3.2 - Doire, 4.1 - Carladès, 5.1 - Planèze, 5.2 - Pays de Pierrefort, 6.1 - Aubrac, 7.1 - Margeride Nord, 7.2 - Haute Margeride, 7.3 - Arcomie, 10.1 - Artense, 10.2 - Haute Rhue, 11.1 - Bordure Limousine, 11.2 - Xaintrie, 12.1 - Basse Cère, 12.2 - Châtaigneraie Ouest, 13.1 - Bassin de Maurs, 13.2 - Lot, 14.4 - Châtaigneraie Centrale et 14.2 - Goul
- 70% du plan de chasse maximum, arrondi à la valeur entière inférieure pour le chevreuils pour les zone 1.1 - Monts du Cantal Ouest, 1.2 - Monts du Cantal Nord, 1.3 - Monts du Cantal Sud, 2.1 - Plateau de Salers et Trizac, 8.1 - Alagnon et Sianne et 9.1 - Pinatelle
- 70% du plan de chasse maximum, arrondi à la valeur entière inférieure pour l'espèce mouflon.
- 60% du plan de chasse maximum, arrondi à la valeur entière inférieure pour l'espèce chamois

Article 3 - Tout animal tué en exécution du plan de chasse est muni sur les lieux mêmes de sa capture et avant tout transport, du dispositif de contrôle réglementaire. Pendant la période où la chasse est ouverte, le transport d'une partie du gibier mort soumis au plan de chasse est autorisé sans formalité par les titulaires d'un permis de chasse validé. Tout animal ou partie d'animal destiné à la naturalisation doit être accompagné du dispositif de marquage ou de l'attestation jusqu'à l'achèvement de la naturalisation. Tout animal tué en contravention de ce plan et notamment tout dépassement du nombre de têtes autorisé, entraine les sanctions prévues par les articles R.428-13 et R.428-14 du code de l'environnement susvisé, sans préjudice des sanctions prévues par le cahier des charges de la location du droit de chasse sur le territoire intéressé.

Article 4 - La délivrance, par la Fédération départementale des chasseurs, des bracelets correspondants au plan de chasse accordé par le présent arrêté s'accompagne de la perception par cette dernière d'une redevance pour l'indemnisation des dégâts de grand gibier en application des articles L. 421-8 et L. 426-5 du code de l'environnement.

Article 5 - Les associations communales de chasse agréées sont autorisées à exécuter une partie de leur plan de chasse dans leur réserve. Ce prélèvement pourra être pratiqué uniquement à l'approche dans le cadre de la réglementation en vigueur.

Article 6 - La chasse du cerf s'effectue conformément au plan de gestion adopté en vue d'un plan de chasse qualitatif.

Article 7 - Tout chamois ou mouflon prélevé doit être déclaré sous 8 jours à la Fédération départementale de chasseurs à l'aide des imprimés fournis par cette dernière. Une série de 4 photos de la tête (face, profil droit, profil gauche et dentition) sera effectuée sur chaque animal prélevé et transmise à la Fédération dans les 10 jours suivants la fermeture de la chasse.

Article 8 - Le directeur départemental des territoires, le directeur de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage ainsi que toutes autorités habilitées à constater les infractions à la police de la chasse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'agence Montagne d'Auvergne de l'Office national des forêts et au président de la Fédération départementale des chasseurs et dont un extrait sera notifié à chacun des titulaires du plan de chasse.

Pour extrait conforme
Aurillac, le 6 juin 2017
Le responsable de l'unité
Patrick LALO

Fait à ALBARET STE MARIE, le 18 août 2017

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des territoires
Le chef du service environnement
signé
Philippe HOBE